

Alain Lambert, un notaire pour tenir les cordons de la bourse

Ministre délégué au budget

C'est à Alain Lambert, 55 ans, qu'il reviendra de tenir la bourse de l'Etat. La tâche ne sera pas aisée pour ce sénateur UDF de l'Orne, qui aurait bien aimé, comme Jean-Pierre Raffarin, occuper la présidence du Palais du Luxembourg : il lui faudra, en effet, concilier des objectifs qui ne sont pas forcément conciliables, comme les allègements fiscaux et l'augmentation des dépenses pour la sécurité ou la justice, promis par Jacques Chirac, et la maîtrise des finances publiques, sur laquelle le président s'est engagé vis-à-vis de Bruxelles.

A priori, M. Lambert est davantage partisan des réductions de déficits que des baisses d'impôts. Mais ce père de quatre enfants, qui a appelé à voter M. Chirac dès le premier tour, n'est pas un homme d'éclat. Notaire à Alençon - il a d'ailleurs présidé le conseil supérieur du notariat -, fils de cordonnier, il est plus connu pour son goût du consensus que pour ses coups de gueule. Au Sénat, où il est élu depuis 1992 et où il préside la commission des finances depuis 1998, M. Lambert a œuvré discrètement et efficacement pour l'adoption de la réforme de la procédure budgétaire, qui a finalement été adoptée en juin 2001.

Mais le maire d'Alençon sait également se faire entendre quand cela le sert. En 2000, il avait mis en place une commission d'enquête sénatoriale pour comprendre pourquoi et comment le gouvernement de Lionel Jospin s'était acharné à minorer les recettes fiscales de 1999, l'année de la fameuse "*cagnotte*". Les conclusions de l'enquête avaient été publiées dans un rapport au titre provocateur : "En finir avec le mensonge budgétaire". La direction du budget, avec laquelle il va devoir travailler au quotidien dans ses nouvelles fonctions ministérielles, y était largement mise en cause. Sophie Mahieux, directrice du budget et ancienne directrice de cabinet de Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget de M. Jospin, a des raisons de s'inquiéter.